



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

POUVOIR ADJUDICATEUR

CROUS NORMANDIE
135 Boulevard de l'Europe
76 100 ROUEN

MARCHE DE TRAVAUX POUR L'INSTALLATION D'UNE CHAUDIERE
AU BATIMENT F – CAMPUS 1 - CROUS NORMANDIE Site de Caen

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP – A20-009)

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application du code de la commande publique, notamment des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 à R2123-6 et R2131-12.

Le présent CCAP comporte 9 pages

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
1-1 – OBJET DU MARCHE	3
1-2 – DECOMPOSITION DU MARCHE	3
1-3 – MODALITES DE RECONDUCTION	3
1-4 – INTERVENANTS	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 – RECEPTION.....	5
ARTICLE 5– MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	6
5.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	6
5.2 CONSISTANCE ET FORME DES PRIX	6
5.3 AVANCE.....	7
5.4 RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 6 – PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	7
6-1- MODE DE REGLEMENT	7
6-2- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
6-3 - INTERETS MORATOIRES	8
ARTICLE 7 - PENALITES	8
ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE	8
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 11 – DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX.....	9

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1-1 – Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations ci-dessous désignées :

Marché de travaux pour l'installation d'une chaudière au Bâtiment F – Campus 1 du CROUS NORMANDIE – SITE DE CAEN

Définition du marché

Le marché est conclu entre le CROUS NORMANDIE (établissement public) et un opérateur économique privé ou public, pour l'installation d'une chaudière au Bâtiment F – Campus 1 du CROUS NORMANDIE – SITE DE CAEN. Les travaux comprennent l'enlèvement de l'ancien matériel et la mise en place du nouveau matériel par le prestataire retenu.

Forme et procédure du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire exécutable en une seule fois, avec une livraison, installation et mise en service.

Le marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application du code de la commande publique, notamment des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 à R2123-6 et R2131-12.

La description de l'ouvrage et des spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1-2 – Décomposition du marché

Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Lots

Le présent marché se décompose en un lot unique.

Phases

Il n'est pas prévu de décomposition par phases.

P.S.E.

Trois prestations supplémentaires éventuelles sont prévues :

- désembouage - pot à boues magnétique
- désembouage – pot à boues et barreau magnétique
- mise en place d'un tubage

Variante(s)

Les variantes ne sont pas autorisées.

1-3 – Modalités de reconduction

Le marché est un marché ordinaire non reconductible.

1-4 – Intervenants

Maîtrise d'oeuvre

La mission est assurée par :

<p>Cabinet AB INGE Monsieur Axel BETTON 06.47.97.76.06 a.betton@abinge.fr</p>
--

Il est chargé d'une mission comprenant :

En phase études l'estimation, la rédaction des pièces techniques et l'analyse des offres (PRO DCE ACT).

En phase travaux : le visa des études d'exécution (VISA) et l'assistance aux opérations de réception et de parfait achèvement (AOR).

Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique concernant les dispositions relatives à la sous-traitance.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché ; l'entreprise sous-traitante devra être déclarée et acceptée par l'acheteur et ses conditions de paiement agréées. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Le paiement direct du sous-traitant intervient pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et 4 du code et 3.6 du CCAG-Travaux.

Dans tous les cas, le candidat remet au pouvoir adjudicateur le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance dûment complété, daté et signé.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1)
- le DPGF (annexe acte d'engagement)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du C.C.A.G - Travaux)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes : les plans et le diagnostic amiante, le planning prévisionnel
- le mémoire technique remis par l'entreprise et intégrant un descriptif technique des matériels

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire devra donner des indications concernant la provenance des principales fournitures et les

références des fabricants correspondants. Les matériels mis en œuvre et l'exécution des ouvrages doivent répondre aux lois, décrets, aux règles de l'art, aux recommandations des fabricants ainsi qu'aux règlements de sécurité en vigueur.

La manutention (main-d'œuvre, moyen de levage) nécessaire à l'acheminement de matériel dans les locaux ainsi qu'à l'installation et au raccordement au droit de ce matériel devront être incluses. En aucun cas il ne pourra être établi de plus-value pour ces opérations.

ARTICLE 4 – RECEPTION

Il sera fait application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Documents fournis après exécution - Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Au plus tard lorsque le titulaire demande la réception :

les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, matériels et matériaux utilisés); les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique.

Au plus tard le jour des opérations préalables à la réception:

L'entreprise devra fournir, pour le lot dont elle est titulaire, son dossier DOE au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre, à la réception des travaux, établi comme suit :

Contenu du DOE :

Le DOE devra comprendre, à minima, les documents suivants :

- L'ensemble des plans et des schémas d'exécution « certifié conforme » à la réalisation de son installation.
- Les consignes détaillées de fonctionnement de l'installation permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre.
- La documentation spécifique de l'ensemble du matériel installé.
- L'état des interventions obligatoires à prévoir dans le contrat de maintenance, avec leur périodicité.
- Une liste des pièces de rechange de première nécessité à approvisionner, ainsi que la nomenclature de tous les appareils mis en œuvre (marques et caractéristiques des appareils, notices de fonctionnement et d'entretien)
- Les notes de calcul.
- Le procès-verbal d'essais des matériels conformément aux normes et décrets en vigueur, essais COPREC n°1 et 2 visés par le bureau de contrôle :
 - o CH – Chauffage,
 - o RA – Réseau d'alimentation en eau,
- L'ensemble des essais aérauliques, hydraulique, électriques, pression (débits aérauliques et hydrauliques par pièces),
- Le consuel, les documents réglementaires permettant d'attester l'installation gaz, les résultats d'analyses d'eau potable,
- La documentation utilisateur (notices d'exploitation, d'entretien et de dépannage).
- Les plans du DOE sous format dwg et pdf.

Nota important : il est demandé que chacun des ouvrages, matériels et équipements mis en œuvre soit clairement identifiés sur des plans ou des documents de repérage.

Présentation du DOE :

Les DOE devront obligatoirement être présentés de la manière suivante :

- 1 sommaire général reprenant l'ensemble des plans, notices et documents techniques constitutifs des DOE du poste technique concerné
- 1 classeur compilant l'ensemble des pièces du DOE
- 1 classeur compilant l'ensemble du dossier de maintenance

Chacun des documents devra être identifié par le cartouche normalisé de l'opération, portant les indications suivantes :
nom et numéro du document, échelle, repère (niveau, zone, bâtiment), numéro et nom du Poste Technique concerné.

Nombre d'exemplaires :

Les DOE devront être remis, en :

- 3 exemplaires papier (1 pour la maîtrise d'ouvrage, 1 pour la maîtrise d'œuvre et 1 pour le responsable du site concerné par les travaux).
- 1 exemplaire numérique sur clé USB (identifié également par un cartouche reportant les mêmes indications que données ci-dessus)

Nota important : tous les documents (plans, notices, PV...) devront être numérisés et remis sur l'exemplaire numérique (y compris le sommaire), suivant la même nomenclature et le même ordonnancement que les exemplaires papiers.

Sur la clé USB, les plans devront obligatoirement être fournis aux formats .PDF et .DWG (autocad). Les Notices et Documents Techniques devront être fournis au format .PDF.

Dossier de maintenance :

L'entrepreneur doit remettre dans les mêmes conditions que le dossier des ouvrages exécutés (3 exemplaires + 1 ex sur clé USB) :

- la liste détaillée des pièces de rechange nécessaires à la maintenance courante,
- le procès-verbal d'essais des matériels conformément aux normes et décrets en vigueur,
- les notices constructeurs,
- l'état des interventions obligatoires à prévoir, avec leur périodicité,
- la documentation utilisateur « notices d'exploitation, d'entretien et de dépannage »,
- l'ensemble des fiches techniques « PCV »

TOUS CES DOCUMENTS SERONT REGROUPES DANS DES CLASSEURS

Un premier exemplaire sera à transmettre 2 semaines avant la réception afin d'anticiper une éventuelle mise à jour. Il est évident que certains essais en cours ne pourront être présents dans ce premier exemplaire de DOE

Dans le mois suivant la réception :

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, liés au format normalisé A4.

ARTICLE 5– MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement du lot unique indique ce qui doit être réglé à l'entreprise titulaire de ce lot.

5.2 Consistance et forme des prix

Les prix sont fermes.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation et au raccordement, et la garantie du matériel devront être inclus.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Par conséquent, aucun supplément de prix, sauf s'il a été indiqué expressément dans l'offre, ne sera accepté par le CROUS NORMANDIE. Pour être pris en compte, il devra obligatoirement figurer sur le bordereau de prix.

Les prix seront exprimés avec deux chiffres après la virgule maximum.

5.3 Avance

Conformément aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-2 à 19 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que la durée de l'exécution est supérieure à 2 mois. Cependant le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance.

Les marchés ou tranches affermies inférieurs à 50 000 € HT n'ouvrent pas droit au versement de l'avance.

L'acte d'engagement précise si le titulaire accepte ou refuse le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Il est pris en compte après les postes a et b définis à l'article 13-2.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG Travaux, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément à l'article R2193-19 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5.4 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes autres qu'une avance par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande pour le montant du marché, avenants compris.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

ARTICLE 6 – PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

6-1- Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement sous 30 jours. Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Les prestations seront payées, après validation du service fait.

6-2- Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiements afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro et la date du marché
- le pourcentage d'avancement des travaux
- le montant hors T.V.A. des travaux
- le montant TTC des travaux
- la date de facturation

Les demandes de paiement seront libellées au nom du **CROUS NORMANDIE – Direction du Patrimoine - 135, bvd de l'Europe – 76 100 ROUEN**

L'entrepreneur est tenu d'adresser ses demandes de paiement au maître d'œuvre pour validation.

Après accord du maître d'œuvre, l'entrepreneur dépose sa facture sur la plateforme CHORUS Portail Pro en utilisant le SIRET du CROUS Normandie 130 024 425 00014 et le code service 1053.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation

6-3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par la réglementation fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

ARTICLE 7 - PENALITES

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, il est fait application d'un montant de 100 euros par jours de retard, sur la base du planning prévisionnel de l'opération.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal administratif compétent sera celui du siège social du pouvoir adjudicateur.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de ROUEN

53 avenue Gustave Flaubert – 76100 Rouen.

Email : greffe.ta@juradmin.fr

Téléphone : 02.35.58.35.00

ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application par le pouvoir adjudicateur de l'article 46 du CCAG-Travaux.

Pendant la période déterminée, le titulaire du marché s'engage à assurer les prestations dans le strict respect des clauses édictées par le présent CCAP.

Par ailleurs, la résiliation de plein droit peut intervenir dans les conditions prévues par l'article 46 du CCAG-Travaux : au cas où le CROUS Normandie constaterait que le titulaire n'exécute pas le marché tel qu'il est prescrit par le CCAP et qu'il ne donne pas suite aux remarques ou aux mises en demeure qui lui sont adressées pour remédier à la situation, il pourra être mis un terme au marché sans que celui-ci puisse exiger le paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 44 du CCAG Travaux, l'offre devra inclure une durée de garantie commerciale minimum de 2 ans relative aux matériels fournis et aux travaux exécutés incluant pièces de rechange, main-d'œuvre et déplacement.

Elle sera applicable à compter de la date d'effet de la réception.

Tous les documents et correspondances doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 11 – DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX

L'article 7 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG Travaux

L'article 10 déroge à l'article 44 du CCAG Travaux